Il faut régler la mondialisation et développer la coopération internationale sur la base de l'égalité et des avantages réciproques. Seule une mondialisation basée sur l'équité, la raison et la solidarité est durable.

Il faut instaurer le dialogue des cultures, «qui doit être conduit avec clairvoyance et humilité, car son pire ennemi, c'est l'arrogance»-Jacques Chirac. L'arrogance rend impossible tout dialogue sincère, enrichissant et fructueux. La diversité culturelle est la plus grande richesse de l'humanité. Personne n'est en droit de mépriser les autres. L'arrogance doit être bannie par le monde civilisé.

Démocratiser les relations internationales c'est à dire que tous les pays du monde sont égaux en droits dans les affaires internationales.

Dans le nouveau siècle qui vient de commencer, nous avons besoin de nouveau concept de sécurité qui nous permettra de bâtir un monde stable, pacifique, démocratique et prospère, et ce pour le bonheur de l'humanité.

Митько С.В.

Научный руководитель Лобынько Д.В.

Французская конституция гарантирует функционирование системы, которая представляет три основные характеристики: управляемые в действительности избирают правителей; правители имеют эффективные средства управления, поскольку рациональный парламентаризм обеспечивает стабильность и силу правящего блока; правители несут ответственность перед управляемыми, поскольку последние, в случае их недовольства правящим блоком, имеют альтернативное решение на следующих выборах.

LES PRINCIPES DE LA CONSTITUTION FRANÇAISE

La République française a explicitement un principe et un seul énoncé au quatrième alinéa de l'article 2 de la Constitution et directement emprunté à Lincoln: «gouvernement du peuple, par le

peuple et pour le peuple». Mais, si bien exprimé et exaltant soit-il, ce principe est celui que la République s'est donnée, sans d'ailleurs toujours se soucier avec une égale efficacité de sa mise en oeuvre. Mais le principe de la République n'est pas celui de la Constitution. Cette dernière, sagement, se garde bien, au demeurant, de se résumer en une formule. Et ce sont des principes, au pluriel, qu'elle exprime, tantôt avec ostentation, tantôt avec discrétion, qu'elle consacre explicitement ou qui se déduisent d'elle implicitement. Ces principes sont assez simples, et c'est cette simplicité même qui les rapproche des meilleures traditions démocratiques européennes:

- une constitution doit assurer la garantie des droits;
- elle doit aussi assurer la séparation des pouvoirs;
- un parlementarisme rationalisé.

D'abord, les droits fondamentaux, ceux sans le respect desquels aucune Constitution n'est digne de ce nom. Tandis que des pays nombreux ont choisi d'en dresser une liste complète, actuelle, la France a préféré puiser son passé. Le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958, en effet, renvoie explicitement à deux textes antérieurs, auxquels le peuple français proclame solennellement son attachement. Il s'agit de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, et du préambule de la Constitution de 1946.

Mais si, comme le rappelle l'article 16 de la Déclaration de 1789, une Constitution doit assurer la garantie des droits, elle doit aussi, fidèle à Montesquieu, organiser la séparation des pouvoirs.

Le pouvoir exécutif a deux têtes. Ce bicéphalisme est troublant pour l'observateur étranger, comme il l'est parfois pour le citoyen français lui-même, qui ne comprend pas toujours la logique des rapports qu'entretiennent le président de la République et le Premier ministre.

Si l'on se tourne vers le pouvoir législatif, c'est pour constater qu'il est partagé, de manière inégalitaire, entre deux chambres, l'Assemblée nationale et le Sénat.

Dans les relations entre Gouvernement et Parlement, le premier détient beaucoup de moyens pour forcer la décision du second. C'est ce que l'on a appelé le «parlementarisme rationalisé», grâce auquel l'exécutif est toujours en mesure de placer le législatif devant ses responsabilités et, ainsi, de lui interdire de les éluder. La solidarité politique fait le reste, qui assure de la sorte l'existence

d'une discipline majoritaire sans laquelle aucun pays n'est durablement gouvernable.

La Constitution prévoit une autre assemblée, mais qui n'appartient pas au Parlement. Il s'agit du Conseil économique et social où siègent ceux que l'on a coutume d'appeler les représentants des «forces vives de la Nation», c'est-à-dire des personnalités issues de la société civile, des associations, syndicats, organisations patronales. Il n'a de pouvoirs que consultatifs.

Le troisième pouvoir, le judiciaire, n'en est pas un, puisque la Constitution le baptise plus restrictivement «autorité judiciaire». Traditionnellement, la conception française cantonne le juge dans le rôle de simple «bouche de la loi». C'est elle qu'il doit strictement interpréter et appliquer sans pouvoir s'en écarter ni être lui-même reconnu comme un véritable créateur de droit.

La Constitution garantit son indépendance, et un statut particulier la met en oeuvre, qui offre effectivement aux magistrats qui souhaitent en user les moyens d'une totale indépendance.

La Constitution garantit finalement le fonctionnement d'un système qui présente trois caractéristiques majeures : les gouvernés choisissent effectivement les gouvernants; les gouvernants ont effectivement les moyens de gouverner puisque le parlementarisme rationalisé assure la stabilité et la puissance du bloc majoritaire; les gouvernants sont effectivement responsables devant les gouvernés, puisque ces derniers disposent toujours d'une solution alternative, aux élections suivantes, s'ils sont mécontents de la majorité sortante.

Ainsi résumés, les principes de la Constitution la rapprochent beaucoup plus qu'on ne croit des systèmes qui fonctionnent dans des pays aussi différents que le Portugal ou la Suède, l'Espagne ou l'Allemagne ou encore la Grande-Bretagne. Par-delà les différences qui ne sont que superficielles, ces éléments fondamentaux sont présents dans tous les cas cités.

Москалева Т.А.
Научный руководитель Лобынько Д.В.

Покупка дома представляет собой сложный процесс, но если вы найдете время и подберете подходящий дом, квартал, а также риэлтера, кредитора и ипотечный